

**DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTERIELLES  
ET EUROPEENNES**

BUREAU  
DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Claire Lise SOUVIGNET  
E-mail : claire-lise.souvinet@loire.pref.gouv.fr  
☎ 04.77.48.45.25  
Dossier n° 20041178  
**Opération n° 2005/0915**

**Le Préfet de la Loire  
Officier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) et notamment son article 18 ;

**VU** les circulaires ministérielles en date des 23 mars 2003 et 17 janvier 2005 relatives à la surveillance des eaux souterraines ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 3 janvier 1985 réglementant les activités de la **STE NOUVELLE TEINTURERIES ET DEVELOPPEMENT D'IZIEUX** à SAINT-CHAMOND - 5 rue des Teinturiers ;

**VU** le rapport de M. l'Inspecteur des installations classées en date du 7 avril 2005 ;

**VU** l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène, au cours de sa séance du 2 mai 2005 ;

**CONSIDERANT** que les résultats d'investigation du diagnostic initial des sols transmis le 10 février 2005 par l'exploitant suite à un projet de cessation d'activité, révèlent une pollution :

? A l'arsenic sur la totalité du sondage probablement liée à la qualité des remblais,

? Au chrome au niveau d'un échantillon,

? Au cuivre au niveau d'un échantillon,

? Au Trichloroéthylène au niveau de 2 échantillons, ces trois pollutions observées étant imputables à l'activité de la teinturerie ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à l'installation susvisée afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

# **A R R E T E**

## **ARTICLE 1 - OBJET**

La Société Nouvelle Teintureries et Développement d'Izieux, ci-après dénommée l'exploitant, 5 rue des teinturiers, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté qui s'appliquent aux installations situées sur le site de SAINT-CHAMOND – 5 rue des Teinturiers.

## **TITRE I - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

### **ARTICLE 2 - RESEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

#### **Article 2.1 – Conception du réseau de forages**

Deux forages, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site, et un en amont; la définition du nombre, du lieu d'implantation et de la profondeur des forages à mettre en place, des paramètres surveillés, de la fréquence des prélèvements seront justifiés sur le plan hydrogéologique sur la base d'un cahier de charges dûment argumenté et soumis à l'inspecteur des installations classées.

#### **Article 2.2 – Réalisation des forages**

Les forages mis en place seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

### **ARTICLE 3 - ANALYSE DES EAUX SOUTERRAINES**

#### **Article 3.1 – Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines**

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

#### **Article 3.2 - Nature et fréquence d'analyses**

Les paramètres ci-dessous seront analysés conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur à fréquence de 2 fois par an :

<b>Paramètres</b>
Hauteur d'eau
pH
Conductivité
Hydrocarbures totaux
Métaux lourds : As, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn
Composés organiques halogénés volatils
Trichloroéthylène, tétrachloroéthylène, chlorure de vinyl
DCO
HAP

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique sera transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable) et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

#### ARTICLE 4 - ECHEANCES

Le respect des prescriptions ci-dessus devra être fait selon l'échéancier ci-dessous :

- ? conception du réseau de forage avec validation par l'hydrogéologue :.....**1 mois**
- ? mise en place du réseau de surveillance et premières analyses :.....**5 mois**

#### ARTICLE 5 - DUREE

La surveillance pourra être allégée ou suspendue dès lors qu'une nouvelle évaluation du risque aura démontré la non nécessité de cette surveillance. Toute demande de révision du cahier des charges sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

### TITRE II – EVALUATION SIMPLIFIEE DES RISQUES

La Société Nouvelle Teintureries et Développement d'Izieux est tenue de réaliser sur le site de l'établissement situé à SAINT-CHAMOND 5 rue des teinturiers, un diagnostic initial et une évaluation simplifiée des risques, suivant le guide méthodologique (version 2 de mars 2000) élaboré par le Ministère de l'Environnement et le BRGM en matière de gestion des sites potentiellement pollués.

#### ARTICLE 6 – L'ETUDE DE SOL SERA COMPOSEE DE DEUX PARTIES

**Partie 1:**     **LE DIAGNOSTIC INITIAL** (partie III du guide) qui comportera lui-même deux étapes :

?     **Etape A :**

- ? une analyse historique du site de nature à recenser les activités qui se sont succédé, leur localisation précise et les pratiques de gestion environnementale industrielle;
- ? une étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution permettant de préciser, notamment, les paramètres conditionnant les modes de transfert des polluants et les cibles potentielles (habitation, source d'alimentation en eau potable...) susceptibles d'être atteintes.
- ? une visite du site et de ses environs immédiats.

A l'issue de ces trois phases, un rapport d'étape développera les différentes investigations entreprises, les résultats obtenus mais aussi les limites et contraintes rencontrées.

Ce rapport proposera les éventuelles reconnaissances sommaires de terrain (campagne légère de prélèvements et d'analyses des sols et des eaux souterraines...) à mener pour acquérir des informations n'ayant pu être obtenues précédemment.

## ? **Etape B :**

Suivant les conclusions du rapport de l'étape A, les reconnaissances sommaires de terrain précitées seront menées.

## **Partie 2 : L'EVALUATION SIMPLIFIÉE DES RISQUES** (partie IV du guide)

Sur la base des conclusions du diagnostic initial, une évaluation simplifiée des risques sera effectuée pour chaque source de pollution identifiée sur le site, afin d'apprécier la nécessité et l'urgence de poursuivre ou non les investigations.

### **ARTICLE 7**

Pour réaliser cette «étude de sol», La Société Nouvelle Teintureries et Développement d'Izieux devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet.

### **ARTICLE 8**

Avant le lancement effectif de ce diagnostic initial et de l'évaluation simplifiée des risques, un cahier des charges pour chacune de ces études sera présenté, pour accord, à l'Inspecteur des Installations Classées.

L'étape B du diagnostic initial ainsi que l'évaluation simplifiée des risques devront être engagées après accord de l'Inspecteur des Installations Classées.

### **ARTICLE 9 : ECHEANCIER**

Les cahiers des charges du diagnostic initial et de l'évaluation simplifiée des risques seront remis à l'Inspecteur des Installations Classées dans un délai, respectivement, de un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le rapport final de l'étude de sol comprenant l'évaluation simplifiée des risques devra être rendu à l'Inspecteur des Installations Classées sous un délai n'excédant pas trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **TITRE III – DISPOSITIONS COMMUNES**

#### **ARTICLE 10 - FRAIS**

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 11**

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

#### **ARTICLE 12**

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

#### **ARTICLE 13**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le maire de SAINT-CHAMOND et M. l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 1<sup>er</sup> juillet 2005

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Patrick FERIN

**Ampliation adressée à :**

- Monsieur le Directeur

STE NOUVELLE TEINTURERIES

ET DEVELOPPEMENT D'IZIEUX

5 rue des Teinturiers

42400 SAINT-CHAMOND

- Monsieur le maire de SAINT-CHAMOND

- M. l'Inspecteur des installations classées - Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

- Archives

- Chrono.